

Investissement: Pourquoi Fès a perdu de son attractivité

• Insécurité, infrastructures, syndicalisme... les principaux maux d'une génération

• Le manque de projets structurants n'offre pas de visibilité aux opérateurs

POURQUOI Fès peine-t-elle à décoller? Les analyses à ce propos sont unanimes. Fès est victime de sa mauvaise image, alors que de nombreux projets pour doper l'attractivité industrielle et touristique ont été mis sur pied. Fès Shore, Zone industrielle de Aïn Chkef ou encore la zone touristique Oued Fès pour ne citer que ces projets, vivent à peine. Une perte d'attractivité renforcée par l'absence de projets structurants, et de connexion de la ville aux grands ports du Maroc. Également pointées, les infrastructures dont notamment l'état désastreux de l'autoroute menant à Fès (nids de poules, affaissement de la chaussée, ornières...) et qui laisse entrevoir l'étendue des travaux à mener pour en faire une destination industrielle au même titre que d'autres grandes villes du Royaume. Mais qui de l'oeuf ou de la poule est à blâmer? Pour les opérateurs, la ville est plombée par la vétusté des secteurs industriels prédominants (agroalimentaire et textile) et souffre également de l'absence de plan fédérateur avec les partenaires économiques de Meknès, deux villes qui font désormais partie d'une même région. Auparavant classée 2e après Casablanca, en terme d'activité manufacturière, Fès se place aujourd'hui en 8e ou 9e position devancée par l'émergence de nouveaux pôles (Tanger, Kénitra, El Jadida, ...). Un glissement qui s'opère depuis des années: «Depuis la grève du 14 décembre 1990, Fès a enregistré un net recul de son activité économique et a vu ses fleurons industriels disparaître, alors qu'elle était un pôle d'excellence», soulignait il y a peu Driss Azami El Idrissi maire de la ville. Allusion faite au Cotef (Complexe textile de Fès), cette usine fermée depuis des années, vandalisée et pillée au vu et au su des autorités. Aujourd'hui, elle offre un espace de 15 ha, qui échappe à tout contrôle, au milieu du quartier industriel Sidi

La ville sanglée par une ceinture de pauvreté



La criminalité fait partie des phénomènes de société qui menacent sérieusement la ville de Fès (mendiants, enfants de la rue, vagabonds...). En effet, les quartiers périphériques constituent une ceinture de pauvreté qui asphyxie la ville. Pour réconcilier cette population, il faut lui trouver des emplois. A ce titre, il faut encourager l'investissement et axer la création des zones industrielles (ZI) sur l'infrastructure de base et non la multiplication des quartiers, et sur l'aménagement des sites et non les capacités d'accueil. Aujourd'hui, il existe 7 zones industrielles mais seulement deux sont vraiment dynamiques et créatrices de valeur, à savoir les ZI de Aïn Chkef et Sidi Brahim

Brahim, à la grande consternation des opérateurs de cette zone. La réouverture du Cotef coince depuis plus d'un an à cause d'une «simple» signature des dé-

tégie et la vision syndicale ont toutes deux changé.

Aujourd'hui autorités et professionnels souhaitent repartir sur

Un discours aussi avancé par Charki Draiss, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, lors de la récente installation du nouveau wali de Fès-Meknès. Celui-ci en a profité pour intervenir directement auprès des responsables sécuritaires pour une reprise en main efficace, principalement pour cette ville dont les habitants vivent dans une crainte permanente en raison de l'insécurité régnante et qui porte préjudice à la destination. Il n'existe pas de recettes miracles pour lutter contre les phénomènes de société (criminalité, prostitution, enfants des rues...). Mais résoudre l'équation économique en favorisant l'investissement et en créant de l'emploi allégerait les tensions d'une ville sanglée par les poches de pauvreté, de véritables poudrières. Une des autres faces sombres de la ville qui a souvent été le théâtre de sit-in ouvriers. □

Youness SAAD ALAMI

Vivier de téléconseillers

PARADOXALEMENT, Fès et région comptent dans leurs rangs un vivier de jeunes qualifiés en matière d'offshoring. La ville compte une trentaine de centres d'appel qui emploient entre 4.000 et 5.000 jeunes téléconseillers. Le plus récent est celui d'Acticall, inauguré il y a quelques jours dans le parc Fès Shore. Et pour mieux vendre ce nouveau positionnement, «il faut doter ce parc du statut d'une zone franche», tranche Abderrafie Hanouf, DG de MedZ Sourcing, initiateur du projet.

Selon lui, c'est de cette manière que l'on pourrait créer et renforcer une offre de valeur régionale importante dans le secteur de l'offshoring. Le statut de la zone franche offrira aux clients de MedZ des mesures fiscales intéressantes et très compétitives, avis partagé par Laurent Uberti, président d'Acticall. □

partements des Finances et du Budget. Un projet qui, une fois approuvé, pourra résorber bon nombre de jeunes en quête d'emploi. Le monde des affaires compte sur le nouveau maire pour accélérer la réouverture de l'entreprise dont la stra-

d'autres bases avec de nouveaux enjeux de repositionnement. La région relève le défi de la compétitivité de son territoire en jouant sur le développement de 3 secteurs clés, à savoir le tourisme, l'artisanat et l'agriculture.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Investissement

Fès appelée à rattraper son retard



Malgré tous ses maux, Fès ne manque pas d'atouts. La redynamisation de son activité économique, touristique et industrielle nécessite la réactivation d'un certain nombre de projets, mais également l'adoption de mesures fiscales avantageuses et incitatives, ainsi que la mise à niveau des quartiers périphériques et sous-équipés.

■ **P2I, Oued Fès, zone franche... des projets à relancer**

La relance du projet de la plateforme industrielle intégrée (P2I) de Ras El Mae est impérative pour créer une dynamique industrielle. Chantier phare de la région, la réalisation de la P2I de Fès est confiée à MedZ, la filiale de la Caisse de dépôt et de gestion (CDG). A vocation généraliste, cette zone est consacrée à des activités économiques diverses. Sa concrétisation devra drainer des investissements de 600

millions d'euros, créer plus de 50.000 emplois directs et permanents et assurer 10% des exportations industrielles du Maroc. Pour rappel, ce projet qui prévoyait initialement une ZI de 400 ha, dont une zone franche de 202 ha, piétine depuis plus de quatre ans. Vivement revendiqué par les opérateurs, ce parc industriel de nouvelle génération répondra aux activités industrielles demandeuses de grandes superficies en termes d'installations. Il encouragera aussi des multinationales à venir s'installer à Fès. Celles-ci pourraient être intéressées aussi par un port sec, un district du cuir, et une autoroute reliant Fès à Tanger-Med... autant de projets annoncés mais pas encore réalisés. Il en est de même pour la construction de trois hôtels dans la zone touristique Oued Fès. Ceci, à travers la validation de l'octroi de terrain, par CDG, à des chaînes hôtelières internationales. Une décision qui nécessite une simple signature.

■ **L'Offshoring, une nouvelle locomotive**

Le secteur de l'offshoring est considéré désormais comme une nouvelle locomotive à Fès. Ceci, grâce à une multitude d'atouts offerts par Fès-Shore. Déjà la ville qui l'abrite bénéficie d'un potentiel RH im-



portant (premier bassin RH du Royaume), même si un effort de requalification est souvent nécessaire pour augmenter l'employabilité des ressources. Fès est aussi positionnée comme une tier-2 city (ville de plus d'un million d'habitants, loin des grandes métropoles) pour l'offshoring. Elle offre aujourd'hui une économie moyenne de coût de structure de 15 à 20% par rapport à Casablanca et Rabat. En outre, Fès-Shore offre des avantages fiscaux et est le premier parc qui jouit de la mise en place du nouveau modèle télécoms basé sur une infrastructure 100% fibre optique, un accès ouvert aux trois opérateurs, un catalogue

impôts, CNSS...) ont des prix de revient plus élevés. Pis encore, le coût de la main d'œuvre au Maroc est relativement élevé par rapport à d'autres pays du bassin méditerranéen, ou encore la Roumanie et la Bulgarie, où les frais de cheminement des produits finis sont nettement inférieurs. Face à cette situation, les opérateurs économiques réclament le renforcement de l'attractivité de la région et sa compétitivité. Un renforcement qui passera nécessairement par la lutte contre la concurrence déloyale et l'informel.

■ **Mesures fiscales**

De l'avis des opérateurs, la relance de Fès nécessite une intervention étatique. «Ce qu'il faut, ce sont des mesures gouvernementales incitatives propres à la région. Ces mesures seront le vecteur fondamental pour la relance socioéconomique regroupant tous les acteurs publics et privés dans le cadre d'un programme prédéfini assurant une visibilité et une prévisibilité économique, financière et fiscale», insistent-ils. Et de poursuivre: «Il est temps que la région passe à une vitesse supérieure notamment en perspective de la régionalisation avancée et de la concurrence entre les régions qui va devenir encore plus rude».

Equiper les quartiers pauvres

FÈS est presque étranglée par ses quartiers pauvres et sous-équipés. Ce n'est pas d'ailleurs fortuit que l'initiative nationale pour le développement humain a répertorié 31 quartiers parmi les plus nécessiteux d'intervention et prioritaires. Ceci, en plus d'une ceinture de pauvreté qui est constituée par les quartiers périphériques de Sahrij Gnaoua, Ben Debbab, Bab El Hamra, Bab Ftouh, Jnanate, Sidi boujjida, Jnane Lakroud, Ouinat Al Hajjaj, 45, Chichane, Douar Texas. Il s'agit en général de quartiers où sévit une délinquance liée à la drogue, la prostitution et la vente illicite d'alcool. Pour réconcilier cette population avec le formel, il faut juste que l'économie soit revitalisée. Une équation qui se réaliserait à travers l'appui aux projets structurants (P2I, Oued Fès, Cotef, Simef, ZI, Fès-Shore...). En clair, il faut rattraper le retard. □

de prix spécialement étudiés pour la zone et une palette de services à valeur ajoutée. Pour ce dernier volet, le prix locatif des plateaux du parc de Fès est jugé très compétitif (de 75 à 90 DH/m² HT) vu la qualité des bâtiments, services et équipements offerts. Sa première tranche (16.000 m²) affiche aujourd'hui un taux d'occupation d'environ 50%, grâce notamment à l'INSA de l'Université Euromed et Acticall.

■ **Lutter contre l'informel**

«A Fès, des ateliers de confection, implantés un peu partout, proposent un prix qui devient le prix de référence pour les clients étrangers», déplorent les industriels. Ceci, alors que les entreprises formelles et structurées qui ont naturellement des charges supplémentaires (masse salariale,

■ **La médina, un patrimoine récupéré grâce au Souverain**

C'est l'un des chantiers qui avance à pas de géant. Ceci, parce qu'il est supervisé par le Souverain en personne. Ce projet de plus de 615 millions de DH d'investissement redorera le blason de la cité idrisside. La restauration des monuments historiques et des maisons menaçant ruine de la médina de Fès vise à instaurer une dynamique socioéconomique, à travers la refonte d'un patrimoine immatériel vieux de 12 siècles, la relance de l'artisanat ancestral et le développement du tourisme. En gros, il s'agit d'un projet inclusif et intégré. □

Y. S. A.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com